

ANATOLY V. TORKUNOV

Recteur de l'Institut des relations internationales d'État de Moscou (université MGIMO)

Le titre général de notre session paraît à la fois vague et ambitieux. En tout cas, si nous voulons donner plus de détails sur l'économie de la connaissance et le domaine général de l'éducation, nous devons préciser les grandes lignes de ce dont nous allons parler. Donc, je vais me permettre d'avancer quelques idées sur le rôle de l'éducation et des universités, idées qui pourront être utilisées pour les discussions qui suivront.

1) *Sur un rôle global de l'enseignement universitaire.* Le changement dans notre perception de l'éducation – passant d'une « ressource de sécurité nationale » à une « ressource mondiale » – a été précipité et rapide et, mérite sans doute le terme de « révolution ».

L'éducation tend à être plus internationale et plus ouverte. Cette évidence devrait changer nos approches stratégiques et pratiques de l'enseignement, de la gestion des universités et des priorités pour le développement de l'éducation nationale.

En ce qui concerne la stratégie, j'espère que nous pourrions compter sur les efforts conjoints des dirigeants politiques qui semblent être maintenant plus sensibilisés à la question des universités, aux étudiants et à la vie académique.

Nous avons vu que, pour la première fois à l'ordre du jour du G8 à Saint-Pétersbourg, les questions d'éducation seront examinées en même temps que les problèmes économiques et politiques.

2) *Sur l'enseignement dans l'économie mondiale et les « universités d'entreprise ».* L'éducation moderne devient une partie de l'économie mondiale et pourrait être décrite potentiellement comme un marché de services spécifique.

L'économie apporte dans les universités de nouvelles règles du type de celles des marchés et une « intrusion » du monde des affaires. Bien que, à l'exception de cas limités de partenariat avec des entreprises dans des universités américaines, l'ingérence du milieu des affaires dans la sphère universitaire soit un phénomène nouveau et sans précédent.

Auparavant, le monde des affaires était heureux de recruter des diplômés de l'université formés partiellement ou totalement grâce à l'argent de l'État (ou de la famille), sans aucune forme de « retour ».

Aujourd'hui, les entreprises ont des exigences plus précises en matière de qualité professionnelle des diplômés de l'université. Ce besoin est à l'origine de leur arrivée dans le domaine éducatif. Ceci est tout à fait remarquable dans la Russie contemporaine, où l'intérêt des entreprises pour les universités est tout simplement criant¹. Certes, le monde des affaires, y compris celui de la Russie, vise à une approche pratique de l'éducation, orientée vers le marché. Une contribution purement financière des entreprises rend les universités moins dépendantes de l'État.

Dans le même temps, les sociétés privées apportent souvent leur propre vision globale de l'éducation, qui, dans sa forme extrême, a donné le concept « d'université d'entreprise ».

¹ D'ailleurs, en plus des entreprises nationales russes, des compagnies occidentales ont commencé à s'intéresser aux universités russes. Un exemple frappant est celui de la compagnie BP qui a lancé des projets de coopération à long terme avec trois universités russes de premier plan, les universités MGIMO, Mendeleev, et Gubkin, qui ont été incorporées au réseau des grandes universités parrainées par BP. "Rosneft" et "Rostekhnologii", en dépit de leur caractère semi-national, peuvent être considérées comme des entreprises, qui fonctionnent en coopération étroite avec le MGIMO.

Les universités d'entreprise pourraient être un cas de « niche », mais pas un modèle pour le développement général des universités. Cependant, nous devons sans doute apprendre à travailler avec les entreprises, sur la base d'ensembles d'entreprises intéressées par l'université. Je veux dire d'ensembles d'entreprises qui pourraient financer une partie des activités universitaires, avec les réponses correspondantes de l'université, mais sans le monopole d'une entreprise particulière sur la vie universitaire.

Je reconnais que l'idée d'université d'entreprise est beaucoup plus populaire en Russie et aux États-Unis qu'en Europe, alors que la généralité de la tendance de l'éducation à s'orienter vers les entreprises est évidente. 3) *Éducation : rôle social et rôle dans l'édification de la société*

Sans doute avons nous encore à apprendre comment combiner l'aspect « marché » de l'éducation avec sa tâche principale qui est la formation sociale. D'ailleurs, le terme français de « formation » semble être plus exact pour définir ce que nous faisons dans les universités que le simple mot « d'éducation ». Même si, parfois, le vieux mot russe *prosveshenie – instruction* – est également applicable.

Le rôle social de l'éducation est étroitement lié au développement durable des nations, en particulier de celles qui sont en transition. L'éducation est une condition préalable à l'existence d'une société civile dans un pays, existence qui présuppose une compréhension profonde et une connaissance des racines et des principes de la démocratie. Il ne s'agit pas de prêcher pour une Déclaration des droits de l'homme. Le choix démocratique dans la société civile moderne repose sur l'accès de la jeunesse à des bases solides dans les disciplines sociales, économiques, politiques et humanitaires. Même si les universités sont également en mesure d'exercer une influence sur les adultes, y compris les hommes politiques, en agissant comme institution de recyclage professionnel ou par le biais de la recherche universitaire et de l'édition.

Étonnamment, l'éducation pourrait même être un instrument utile quand il s'agit d'applications pratiques de grandes idées politiques. Regardez le rôle joué par le Collège européen de Bruges pour l'intégration européenne, ou le programme d'échange Fulbright.

En outre, dans des pays aussi géographiquement vastes et aussi ethniquement diversifiés que la Russie, l'Inde, ou la Chine, l'éducation joue un rôle dans l'unification du pays. C'est l'occasion unique de réunir et de maintenir ensemble, à Moscou ou à Saint-Pétersbourg, des gens qui sont nés au nord du Caucase ou en Extrême-Orient. Quatre à six ans passés dans le même dortoir apportent une vision absolument nouvelle du pays, qui à son tour, abat les préjugés ethniques ou religieux, et certainement crée les conditions de bases d'une société civile.

4) *L'internationalisation de l'éducation.* Je tiens à attirer votre attention sur le rôle internationalisant de l'université contemporaine. Ces institutions sociales sont parmi les premières qui ont fait preuve d'ouverture au monde, sans barrières idéologiques. Vous vous souvenez parfaitement que ce sont uniquement les programmes d'échanges universitaires qui ont créé des liens entre des intellectuels de l'Est et l'Ouest à la fin des années 80. Logiquement, les rapprochements dans les milieux de la recherche et de l'université ont amené l'Europe à un nouveau scénario pour la coopération des universités. Je veux parler du processus de Bologne, qui, en dépit de toutes ses particularités, ressemble à une voie ouverte vers une dimension éducative vraiment unique pour tous les Européens. Le message de Bologne sur une plus grande mobilité académique contribue à une plus grande tolérance et même à un mélange des futures élites des pays, ce qui est tout simplement indispensable pour le monde globalisé.

Pour l'internationalisation de l'éducation, les modalités pratiques sont des programmes communs aux universités, principalement au niveau du master, avec des statuts juridiques et des diplômes adéquats.

L'essentiel, encore peu développé, pour une coopération internationale dans l'éducation, est l'écriture de manuels communs. C'est un impératif pour les disciplines sociales, qui pourraient potentiellement changer en mieux « l'image des autres ».

5) *Sur le milieu universitaire et les changements stratégiques dans l'éducation.* Malheureusement, la communauté universitaire mondiale, n'a globalement pas encore accepté les termes et les phénomènes mentionnés ci-dessus. Certains types de critères sont issus des cercles bureaucratiques, qu'ils soient nationaux ou internationaux, et ne



satisfont pas aux besoins réels de la communauté universitaire. L'éducation souffre souvent de changements imposés par les « politiques ». Nous devons apprendre comment susciter nous-mêmes des changements et comment faire face à ce que nous n'aimons pas.

De grandes universités, avec leurs riches traditions, leur très haut niveau académique et leur réputation scientifique, se révèlent être opposées à la modernisation objective nécessaire de l'enseignement.

Un fonctionnement plus efficace de ces « moteurs » suppose la conception de consortiums d'universités. Ils doivent être nombreux, variés, interdépendants et certainement internationaux. Des réseaux créés volontairement sont la condition pour préserver la véritable liberté et l'autonomie des universités.

Ces consortiums pourraient se créer à partir de liens existants, et je peux dire qu'autour de cette table nous voyons des partenaires potentiels pour ce type de groupements. Mon université travaille déjà étroitement et institutionnellement avec Science Po et l'université libre de Berlin.

C'est tout ce que je veux dire, et j'espère que mes remarques aideront nos débats.